

Pour un Projet communiste

Catherine MILLS – Fédération de Paris, section 5^{ème} et 6^{ème}

La crise systémique en cours appelle son dépassement par un processus révolutionnaire. Le communisme est le mouvement réel qui abolit l'état de choses existant, pour la construction d'une nouvelle société. La montée des périls liés à la crise systémique du capitalisme et du libéralisme, exige de construire des voies d'émancipation. C'est un enjeu pratique pour l'action du PCF aujourd'hui. Notre contribution pour ce 40^{ème} Congrès part de nos derniers congrès et vise l'élaboration collective d'un projet communiste pour le XXI^{ème} siècle. Il s'agit de tracer des orientations pour sortir de la crise systémique et tirer les leçons des échecs passés du mouvement révolutionnaire. Les communistes se sont prononcés à 80 % lors du 39^{ème} congrès du PCF en faveur d'une affirmation du rôle révolutionnaire de leur parti. Le communisme est à la fois l'objectif et le chemin menant à une société de partage des richesses et de pouvoirs, des savoirs et des rôles. Une société sans classes, sans guerres, dépassant les États nationaux, une société où domination, exploitation, discriminations et aliénations sont abolies. Les communistes se réclament de la radicalité qui s'exprimait dans le *Manifeste* de 1848, de Marx, pour l'inscrire dans un processus révolutionnaire pour aujourd'hui. Les communistes rejettent le révisionnisme. Le but final de ce processus c'est une tout autre société qu'il faut concevoir et en poser les briques. Nous rejetons l'idée d'un communisme « déjà-là » qui rendrait sans objet les idées originales et l'action autonome d'un parti révolutionnaire. Nous rejetons aussi un socialisme subordonné à la conquête du pouvoir d'État, dont l'apparente radicalité autoriserait, en attendant, à se contenter de gérer les affaires du capitalisme. Nous agissons pour armer le mouvement populaire, inscrire la perspective du communisme dans chaque proposition immédiate, mobilisation, action au sein des institutions existantes et à chaque moment de rupture, marquant un processus autogestionnaire révolutionnaire. Celui-ci serait une transition vers une nouvelle civilisation, tenant compte des expériences révolutionnaires passées et de notre projet. Alors que le 39^e Congrès décidait d'approfondir le débat, le conseil national devait construire les modalités, cette tâche n'a pas été réalisée.

Notre théorie systémique comprend deux systèmes : le système économique, où se réalisent les opérations de production, de circulation, de répartition et de consommation des produits matériels, et le système « anthroponomique » des relations non économiques entre les êtres humains. Celui-ci désigne la façon dont les êtres humains engendrent et régénèrent leur être physique et moral, et la société qu'ils forment. Il comprend quatre « moments » le moment parental de la conception, de l'engendrement et de l'éducation des enfants. Le moment du travail qui ne consiste pas seulement à produire mais à entretenir de multiples relations avec d'autres êtres humains. Le moment politique. Et enfin le moment informationnel, celui de la vie culturelle et psychique. Le système économique actuel : le capitalisme, contient un régulateur : le taux de profit. Le système anthroponomique actuel est régulé par un principe de délégation de pouvoir aux représentants politiques, aux chefs d'entreprise ou aux autorités morales ou religieuses. Ces deux systèmes fonctionnent en interaction et en relation avec le système écologique, la nature. La profondeur de la crise de civilisation affecte ces systèmes. Des blocages et souffrances révèlent que les choses ne peuvent plus continuer comme avant, des tentatives se cherchent pour dépasser les antagonismes à la racine de la crise.

La crise systémique du capitalisme, depuis la fin des années 1960, résulte de la suraccumulation du capital qui nécessite une dévalorisation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités humaines, le système tend à renforcer les monopoles et les multinationales. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par le travail

humain et à brider les dépenses humaines, sociales et des services publics, ce qui renforce la crise.

Les cycles longs du capitalisme. L'évolution du capitalisme comprend une alternance entre phases longues d'essor et phases de difficultés. A l'issue de la longue phase de difficultés du dernier quart du XIXe siècle, le capitalisme concurrentiel étudié par Marx s'est transformé en capitalisme monopoliste, étudié par Lénine. Au cycle suivant, la sortie de la crise des années trente a reposé sur la transformation du capitalisme de monopoles en capitalisme monopoliste d'État social, qui s'est épanoui après la Deuxième guerre mondiale, avant d'entrer dans une nouvelle phase de suraccumulation durable de capital à la fin des années 60. Dans la phase longue de difficultés, monte la financiarisation, la prise de pouvoir par les marchés financiers visant à remonter le taux de profit, avec une pression dans les gestions d'entreprises pour accroître l'exploitation. La mondialisation financière, à partir de 1979 aux États-Unis, de 1983 en France, renoue avec les spéculations financières de la fin du XIXe siècle ou celles des « années folles » qui annonçaient le krach de 1929. Elle est conduite par des firmes multinationales, investissant dans les nouvelles technologies informationnelles, intensifiant l'exploitation de toutes les catégories de salariés à l'échelle mondiale. Pourtant, dans les premières années du XXIe siècle, et surtout à partir du krach de 2007-2008, il est apparu que cela ne suffisait pas à rentabiliser les immenses capitaux matériels et financiers accumulés. Les profits mirifiques captés par quelques groupes multinationaux sont atteints au détriment de toute la société, au prix d'une exacerbation du soutien public au capital. Une débauche d'aides d'État a pour contrepartie l'asphyxie des services publics. Ce régime a pu se maintenir par l'action d'institutions publiques puissantes. Les banques centrales injectent dans l'économie, dans le système bancaire et sur les marchés financiers des quantités de monnaie considérables. La spéculation financière alimentée par cette révolution monétaire et ses effets sur les prix, la production et l'emploi, ne peut perdurer. Le système dans lequel nous vivons est le capitalisme monopoliste d'État en crise, de moins en moins social et de plus en plus néolibéral. Il reste étatiste, avec l'intensification du soutien public au capital face à la crise de 2008, puis de 2020. La crise systémique, d'une profondeur inédite, résulte des politiques libérales au service du capital qui compriment les dépenses pour l'emploi, les salaires, la formation, les services publics. Elles s'opposent au développement des capacités humaines qu'exige notamment la révolution informationnelle. Alors que les progrès de la productivité ne tirent plus leur origine principale de l'accumulation de capital matériel, mais du développement des ressources humaines, qui pourrait être la base d'une véritable autogestion. La révolution informationnelle, met en cause en partie la logique capitaliste.

Crise et révolution écologique. La logique capitaliste est un obstacle majeur à la révolution écologique dont la survie de l'humanité dépend. L'aggravation de la crise écologique résulte en partie de la course folle au profit, source de gaspillage et obstacle au changement.

Ce qui monte dans la crise du libéralisme. L'explosion des inégalités sociales, la dégradation de la condition des salariés : chômage de masse persistant, emplois précaires, ravages psychologiques et sociaux de la surexploitation touchant toutes les catégories du salariat, ne sont pas seulement liés à la crise économique. L'ordre établi et les délégations de pouvoir du libéralisme, résistent contre les mouvements d'émancipation, notamment l'ampleur de la révolution féministe. Le développement des capacités humaines et de l'écologie, s'impose pour une maîtrise par l'humanité.

Le monde du travail concentre les antagonismes. Une partie de la population est privée d'un emploi digne, pour d'autres, la pression du capital sur les conditions de travail et sur la vie hors travail, pèse de façon insupportable, alors que partout

dans le monde on manque de main-d'œuvre qualifiée. Mais l'organisation capitaliste libérale du travail, le rapport de subordination constitutif du salariat et la délégation de pouvoir au patronat se heurtent au rejet d'un travail vécu comme dépourvu de sens. Ils se heurtent à l'aspiration des jeunes générations à l'autonomie, au mouvement féministe, à la préservation du temps de retraite, hors travail, non contraint. L'ensemble des couches sociales et les courants émancipateurs s'affrontent au capital et au patriarcat, au niveau mondial.

Le néo-impérialisme américain de Trump cherche à préserver son hégémonie par la terreur et l'intimidation. Cette hégémonie économique, monétaire, financière, militaire, politique, a comme arme de domination, le privilège du dollar qui organise le système international. La crise systémique du capitalisme concerne les États-Unis eux-mêmes. Une nouvelle contestation monte du « Sud global », des milliards d'êtres humains aspirent au développement, avec comme fer de lance la Chine. L'actualité brûlante fait ressentir la violence de l'hégémonie des USA, au profit du capital américain, pour faire entrer dans une nouvelle phase le monopole informationnel procuré jusqu'à une période récente par son avance technologique et sa domination financière écrasante. Mais la crise de l'industrie manufacturière, l'appauvrissement de la classe ouvrière et des couches moyennes, la crise écologique, sanitaire, morale destructrice, rendent cette domination fragile. L'exubérance de Wall Street fait planer sur l'économie mondiale le risque d'une perte de confiance dans le dollar, qui touche l'impérialisme US au cœur.

En face, les « BRICS », groupe de puissances montantes, comprennent 11 pays membres et 10 pays partenaires. Elles sont rassemblées sur leur volonté de maîtriser leur propre développement sans dépendre de l'hégémonie américaine. Elles représentent la moitié de la population mondiale et une production industrielle supérieure à celle des pays développés, souvent contrôlée par des multinationales basées aux États-Unis, y compris en Chine. Elles visent la construction d'alternatives au dollar » et la réforme du système monétaire international. Cela peut déboucher sur une guerre monétaire généralisée, ou au contraire sur une mondialisation de coopération où le dollar serait remplacé, en tant que monnaie mondiale de fait, par une monnaie commune de coopération pour le développement de l'humanité.

L'impérialisme américain dont la domination ne va plus de soi, incarné par Trump, montre sa force et ne s'en tient plus à un *soft power*. Son agressivité ouvre la voie aux aventures guerrières, de l'Iran au Venezuela, de l'Ukraine à la Palestine, etc. Il peut malheureusement compter sur la servilité des dirigeants, allemands ou français qui impriment à l'Union européenne ses orientations et qui entraînent les peuples dans une logique de guerre sur notre propre sol, en supplétifs de l'OTAN et des USA. Alors que les interdépendances technologiques, commerciales, monétaires, migratoires du monde contemporain, les capacités d'autodestruction de l'humanité, rendent suicidaire toute solution militaire aux conflits internationaux et exigent une mondialisation de paix et de coopération. Le combat pour imposer le respect des règles de droit international est aujourd'hui piétiné par Trump. La construction d'institutions nouvelles est une exigence indispensable à la victoire des peuples contre le capital. Face à la résistance du capital contre le nouveau qui se cherche dans la crise, notre projet communiste internationaliste prend une actualité plus forte qu'au moment où Marx lançait l'appel « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

2. Le processus révolutionnaire doit tirer les leçons des révolutions du XIXe siècle au socialisme étatique et à sa défaite

Il faut tirer les leçons de l'héritage du mouvement ouvrier, ce qu'il a apporté, mais aussi ses échecs. La victoire de la révolution socialiste de 1917 est l'événement

fondateur pour l'histoire du XXe siècle, spécialement pour le PCF. Les bolcheviks partent de la critique des révolutions précédentes, de 1789 à la Commune de Paris. La mise en œuvre d'un projet révolutionnaire, en France comme dans le monde, suppose de tirer les leçons des succès initiaux de l'URSS, puis de sa défaite, au moment où le système capitaliste affrontait sa crise systémique. Cette expérience révolutionnaire peut être caractérisée de « socialisme étatique de rattrapage », un processus socialiste visant un but communiste radical émancipateur. Il présentait un caractère étatiste car la destruction de l'État bourgeois a été comprise comme la construction d'un État ouvrier, appelé à dépérir avec l'évolution des mentalités. Celui-ci est initialement fondé par Lénine, dans *L'État et la révolution* sur « une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'État des ouvriers armés », dans une économie nationale, organisée comme l'administration de la poste en URSS. Cette conception est plus appropriée aux circonstances où l'ouvrage de Lénine a été rédigé, qu'à la crise de civilisation d'aujourd'hui. Elle est en net retrait par rapport à l'attention que Marx avait portée à la mise en place, par la Commune de Paris, d'un exercice direct du pouvoir par les travailleurs. La gestion d'un service public comme la poste est une affaire politique qui ne se réduit pas à l'administration des choses. Le socialisme de rattrapage, pour la première fois sous la direction d'un Parti communiste et non d'une bourgeoisie nationale, a transformé en quelques décennies une économie fondée sur une exploitation à caractère féodal des masses paysannes, en une superpuissance industrielle. Les gains de productivité procurés par la généralisation de la révolution industrielle à cet immense pays, peuvent expliquer en partie une réussite initiale présentant des points communs avec l'essor de l'industrialisation en régime capitaliste. Mais ils ont commencé à s'épuiser, dans le cadre d'une planification centralisée peu attentive à l'efficacité du capital et aux critères guidant les choix d'investissement. Ils ont laissé entière la question du passage à un nouveau type de croissance de la productivité. Celui-ci serait fondé non plus sur l'accumulation de capital matériel mais sur le développement de la formation et des capacités d'initiative des êtres humains. L'énergie et l'enthousiasme n'expliquent pas seuls les succès du « premier État ouvrier », sa victoire contre le fascisme hitlérien, les progrès sociaux qu'il a rendus possibles dans le monde entier. On ne peut expliquer sa chute seulement par les assauts incessants de l'impérialisme, ni par les aspirations des populations à une libéralisation du régime politique. Les facteurs économiques doivent être pris en compte, il faut tirer les leçons de cette expérience pour une perspective révolutionnaire pour le XXIe siècle. Un traitement documenté de cette question devrait être inscrit dans les tâches du PCF.

L'expérience française, de la Libération au naufrage du social-libéralisme

L'irruption des mobilisations populaires, le Front populaire et la Libération, ont imprimé, sous l'impulsion d'un mouvement ouvrier très organisé et d'un Parti communiste très influent, une influence communiste dans les institutions constitutives du capitalisme monopoliste d'État social : nationalisations industrielles et bancaires, statuts des agents publics, prérogatives économiques des comités d'entreprise, Sécurité sociale. Mais la tradition nationale et le prestige du modèle soviétique ont concouru à déléguer à l'État la tâche d'accomplir les transformations révolutionnaires. En France, l'occasion s'est présentée sous la forme de l'accession au gouvernement, en 1981, d'une gauche finalement dominée par un PS réformiste et étatiste. Entre 1981 et 1983, la nationalisation de groupes industriels stratégiques, l'étatisation du secteur bancaire, le contrôle sur les taux d'intérêt et sur les mouvements de capitaux, les pouvoirs exorbitants procurés par la Constitution de la Vème République à un exécutif appuyé sur une large majorité parlementaire, ont fait de l'économie française la plus étatisée du monde occidental. Malgré des moyens

d'action sans équivalent dans notre histoire, l'État français n'a pourtant pas tenu face au déferlement de la mondialisation financière qui a balayé, à partir de 1983 ce qui pouvait faire obstacle à la domination du capital financier. La faiblesse de l'étatisme s'est manifestée vis-à-vis du monde extérieur, face aux assauts du capital international, et dans son incapacité à s'appuyer, en interne, sur une mobilisation populaire en faveur du progrès social. Les lois Auroux et d'autres réformes ouvrant des formes de participation des salariés, n'ont pas suscité un vrai engagement des salariés qui ont craint une intégration à la logique de rentabilité, plutôt que des moyens de la contester. Le levier d'action de nouveaux critères de gestion contre la dictature du capital, mis à la disposition des travailleurs, les travaux et luttes sur la gestion, n'ont pas été pleinement saisis. On note encore un grand progrès social comme le passage à la retraite à 60 ans en 1983. Mais, le retour de la droite au gouvernement en 1986, et les débuts d'une montée électorale de l'extrême-droite, traduisent dans la population, un désaveu de la gauche comme porteuse d'espérance.

La « gauche plurielle » de 1997 n'en a pas tiré les leçons, avec un étatsisme plus austère qu'en 1981. Elle découvre que « l'État ne peut pas tout » et finit par entériner les orientations néolibérales de la mondialisation financière, entrant en opposition avec les salariés, et discréditant la gauche dans les couches populaires. L'expérience social-libérale de Hollande en 2012 a été une caricature. Après de premières velléités de redistribution fiscale (taxation des dividendes et des superprofits), elle s'est alignée sur la politique économique et la morale politique de la droite, voire de l'extrême-droite. La réponse au marasme de la gauche, à ses divisions, son incapacité à proposer une perspective crédible et progressiste au pays, face à la menace fasciste, exige de tirer les leçons de ces expériences, de se dégager des pesanteurs étatiques et des réformismes. Ce serait la tâche urgente du PCF.

Références contemporaines au socialisme : les succès économiques spectaculaires de la Chine socialiste expriment la possibilité, pour un « État fort » dirigé par un Parti communiste, de contrôler et maîtriser une économie mixte où les multinationales contrôlent une grande partie des leviers de pouvoir économique et des moyens de financement. Cependant, la Chine, qui se présente comme l'« usine du monde », doit une part essentielle de cette réussite à une entrée plus tardive dans la révolution industrielle. Elle bénéficie aujourd'hui d'un dynamisme semblable à celui porté autrefois par les puissances britannique, allemande, nord-américaine, japonaise. La Chine, (comme l'URSS et auparavant les pays capitalistes), dont les succès sont à la dimension de cet immense pays, a bénéficié de l'apport par la migration de millions de paysans vers les usines. Elle a su tirer la leçon des erreurs commises en URSS et s'en distingue au prix de contradictions aiguës, par l'intégration très poussée de l'économie chinoise à la mondialisation capitaliste. Ces succès la placent néanmoins face au problème que le socialisme de rattrapage étatique n'a pas été en état de résoudre en URSS. Alors qu'un des facteurs les plus profonds de la crise systémique des pays capitalistes développés aujourd'hui, est de sortir d'une suraccumulation structurelle de capital matériel en commençant à fonder la croissance de la productivité sur le développement des capacités humaines et la révolution informationnelle. En Chine, ce problème perdure et le besoin d'une novation radicale par rapport aux expériences socialistes du passé s'y fait sentir. La coexistence de pénuries de main-d'œuvre et d'un chômage élevé des jeunes diplômés semble encore plus aiguë en Chine qu'en Occident. Contrairement au projet internationaliste fondateur de l'URSS, le Parti communiste chinois ne prétend pas entraîner le reste du monde dans la voie tracée par la révolution qu'il a dirigée mais vise une restauration de la dignité nationale après les humiliations du XIXe siècle et se réclame d'un « socialisme aux couleurs de la Chine ».

3. Un processus révolutionnaire inséparable du but visé. Un socialisme répondant à la crise de la civilisation capitaliste libérale

On doit tenir compte des échecs passés, mettre à jour, à partir des contradictions de la crise, le chemin constitutif du projet communiste, ce qui est loin d'être achevé. Les idées développées au fil des batailles politiques du PCF, dans une mobilisation vivante du marxisme, ont toutefois permis de commencer à dessiner les grands traits de cette transformation révolutionnaire. Elle concerne l'économie, l'écologie, l'anthropologie, c'est-à-dire toutes les dimensions dans lesquelles les êtres humains se construisent par les relations entre générations, au travail, dans la cité, dans la famille, dans la vie culturelle et psychique.

Le « but final » est une transformation radicale de tous les aspects de la civilisation, le « chemin » qui y conduit ne peut se réduire à une seule dimension, pourtant nécessaire, ce qu'on qualifie d'appropriation collective des moyens de production. La transition au communisme est à la fois économique, écologique, politique, sociale et culturelle. Elle exige un mode de développement économe en investissements matériels, énergie et ressources naturelles. Cette transition doit se faire avec un développement sans précédent de la démocratie, sans abandonner les conquêtes populaires des démocraties bourgeoises. Marx et Engels avaient observé dès la fin du XIXe siècle combien le mouvement révolutionnaire devait innover par rapport aux traditions héritées de 1789 et de 1793, en allant au-delà des délégations de pouvoir. Celles-ci sont à la base de la crise politique actuelle des démocraties occidentales. Elles sont aussi dans l'entreprise, à la base de la crise du travail. Les enjeux économiques du processus révolutionnaire sont inséparables d'une novation.

Du point de vue économique, la référence à la propriété publique des moyens de production ne suffit pas à définir un socialisme ou un communisme, pas plus que la propriété privée ne suffit à définir le capitalisme. Bien d'autres modes de production, comme la civilisation gréco-romaine ou le moyen-âge féodal, ont été fondés sur la propriété privée, sans être des capitalismes pour autant. Le capitalisme, implique des travailleurs libres, la possibilité d'accumuler du capital argent, permet de traiter comme une marchandise la force de travail des citoyens et citoyennes libres. Pour aller vers le communisme, il faut les libérer, ce qui exige bien plus qu'un changement juridique de propriété des moyens de production.

Les modalités de la prise de pouvoir par les producteurs librement associés comprennent 1) une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, et de financement, de la gestion des entreprises, une transformation des buts, pouvoirs, décisions et des critères de gestion au service d'une nouvelle efficacité économique, sociale et écologique s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles. 2) le dépassement du salariat capitaliste par l'avancée d'une sécurité d'emploi et de formation, garantissant une continuité de revenus et de droits tout au long de la vie avec des activités développant les capacités humaines, pour que chacune et chacun s'émancipe d'un système où leurs capacités tendent être réduites à une force de travail traitée comme une marchandise. 3) un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux, domaines, impliquerait des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, des acteurs sociaux, citoyen.es, de tous les travailleurs.es.

Le dépassement des marchés. Le dépassement du marché du travail, but de la construction d'une sécurité d'emploi et de formation, est crucial. Ce serait aussi le dépassement du marché des biens et services. Ce serait la lutte pour faire prévaloir, de nouveaux critères d'efficacité économique, sociale et écologique, au service des salariés et des populations, contre la rentabilité financière capitaliste. Cela impliquerait le dépassement du marché de l'argent par une maîtrise démocratique de la création monétaire et du crédit bancaire. Enfin ce serait le dépassement du marché international, pour une mondialisation de paix et de coopération.

Ces transformations visent la réalisation effective d'une économie communiste qui suppose le dépassement des rapports de marché, d'argent, etc. Les moyens de viser ce « but final » seraient portés par les luttes et mobilisations immédiates, créatrices de rapports de forces, de nouvelles institutions comme un service public d'emploi et de formation. Celui-ci est défini dans la proposition de loi Chassaigne sur la sécurité d'emploi et de formation, déposée en 2017, au nom du groupe communiste. Ces transformations ne se réduisent pas à une action de l'État, le principe de la conquête de pouvoirs autogestionnaires vise à faire prévaloir de nouveaux critères de gestion émancipés de la rentabilité capitaliste. L'intervention populaire est indispensable, notamment pour la réorientation du crédit bancaire, alors que le secteur bancaire avait été étatisé en 1981. C'est aussi l'importance des mobilisations altermondialistes contre les traités de libre-échange au service des multinationales, et pour des traités de codéveloppement et de coopération entre les peuples.

L'action de l'État, dans notre projet communiste, ne se réduit pas au triptyque nationalisation - planification - investissement, confondu par l'idéologie dominante avec le « socialisme ». Ni avec le triptyque nationalisation - planification - autogestion, slogan officiel du Parti socialiste dans les années 1970. Il s'agit de favoriser et rendre effective la prise de pouvoirs décentralisés par les citoyennes et citoyens sur la production de leurs moyens d'existence, dans l'entreprise, dans le système financier, comme dans la cité. Il s'agirait d'une voie de dépassement de l'État lui-même. Les nouvelles institutions dont nous proposons la création, sont conçues pour favoriser cette prise de pouvoirs, ce serait des conférences locales, régionales, nationales, européennes ou mondiales, pour l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions. On donnerait une impulsion nouvelle à une planification radicalement différente de la planification soviétique, ou de la planification « indicative » de la France après la 2^e guerre mondiale.

Le développement de nouveaux services publics, composante majeure du projet communiste, s'oppose à l'idéologie réactionnaire, d'un « État fort ». Les services publics ne sont pas l'État, le nouveau que nous visons, c'est l'irruption massive des usagers et des agents des services publics, pour définir les objectifs, exiger les moyens, décider et contrôler leurs modalités. Ce serait le moyen de donner à la production de biens et services « communs » une importance prépondérante dans l'économie et la société, faisant reculer l'emprise du capital et du marché en régime capitaliste. Mais aussi faire reculer l'emprise de l'État comme instrument d'oppression « détaché de la société » et de domination. Ce serait une modalité concrète d'un dépérissement de l'État dans la tradition communiste.

Les terrains d'intervention active d'un parti révolutionnaire peuvent aider les luttes à se déployer contre la domination du capital, autour d'objectifs concrets. Une présence organisée réelle du Parti communiste dans les entreprises publiques serait une participation active à la lutte des Classes, là où les enjeux de la prise de pouvoir sur l'utilisation de l'argent sont décisifs. Des processus et pratiques menant à un but commun, donneront à la société qui s'engage sur ce chemin une cohérence entre les objectifs de satisfaction des besoins humains, les moyens financiers et politiques d'y parvenir, et le chemin de lutte permettant de faire gagner cette nouvelle logique. Ce processus révolutionnaire à un certain degré de développement, devient plus qu'un chemin, il atteint le but lui-même. C'est la prise de conscience, par les acteurs des mobilisations, de ce dont elles sont porteuses comme émancipation de l'exploitation et de toutes les dominations, qui font obstacle à la pleine réalisation des potentialités de chaque individu. C'est aussi la réalisation des conditions matérielles de cette émancipation, les gains de productivité, selon Marx, sont tels que le temps de travail, le « règne de la nécessité » puisse se réduire assez pour permettre à tous les êtres humains de passer

l'essentiel de leur vie dans le « règne de la liberté », pour sa vie, sa culture. Le type capitaliste de progression de la productivité, lié à la révolution industrielle, ne le permet pas. Un autre type de productivité, fondé sur l'expansion des capacités humaines, doit devenir prépondérant. Les bases matérielles sont tissées par les multinationales, elles-mêmes, avec leurs réseaux informationnels, mais pour une mondialisation au service de la rentabilité financière. Alors qu'il s'agirait d'un autre type de développement, concourant à une nouvelle civilisation de l'humanité.

4. Agir en pratique, en rassemblant les forces progressistes

Marx et Engels identifiaient à un stade précoce de la révolution industrielle, l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat comme fait structurant du capitalisme. Alors que le prolétariat ne regroupait encore qu'une faible part de la population dans une société essentiellement paysanne, ils avaient anticipé une réalité qui s'impose à nous avec une force accrue. La classe ouvrière proprement dite : celles et ceux qui produisent des marchandises en transformant la nature par leur travail, représente une part importante du salariat moderne. Elle s'est diversifiée, avec des aspects manuels et intellectuels du travail. Les autres couches salariées se sont accrues en nombre : employés, techniciens, ingénieurs, cadres, etc. leurs contributions à la création de richesses sont décisives dans nos sociétés. La référence à la « classe travailleuse », ne s'appuie sur aucun fondement solide dans la théorie marxiste. Cette formule vient de l'américain *working class*, elle occulte les réalités contradictoires au travers desquelles le rassemblement du salariat et de la jeunesse doit se frayer un chemin. La classe ouvrière n'a pas disparu, tandis que les autres couches salariées n'aspirent pas à s'y confondre. Elles ont vocation à voir reconnaître leur rôle spécifique dans l'entreprise, comme l'a compris le mouvement syndical lorsqu'il a pris au sérieux son implantation chez les ITC, dans la société et dans l'œuvre commune qui tend à la transformer. Les luttes sociales victorieuses, même en cette période de régression sociale, doivent à la convergence entre syndicalistes ouvriers et ingénieurs, techniciens, etc. En outre, une identité politique ne peut se fonder sur le travail, mais sur l'émancipation humaine, tendant à dépasser le travail comme activité contrainte. Les communistes agissent pour l'unification du salariat, dans la diversité de ses composantes et de la jeunesse, avec la perspective d'une sécurité d'emploi et de formation pour toutes et tous. C'est un programme politique concret et opérationnel. La formule *working class* ne dispense pas de la bataille politique indispensable au dépassement des contradictions traversant le salariat. Nous voulons réaliser l'unité du salariat, avec toutes les forces qui peuvent concourir à la transformation sociale. Le « sujet révolutionnaire » de la transformation sociale n'est plus seulement la classe ouvrière, directement exploitée par le capital, ce sont toutes les couches sociales constitutives du salariat, dans la diversité de leur place dans les rapports de production, leurs statuts, leurs conditions de vie matérielles et culturelles, avec ce qui les rapproche face à la domination du capital. Au-delà du salariat, tous les acteurs sociaux, économiques, culturels, ont un besoin vital d'empêcher le capital de dégrader leur présent et de miner leur avenir. Dans cette bataille pour les transformations révolutionnaires, interviennent aussi les mouvements d'émancipation contre toutes les dominations tels le féminisme. Ce serait aussi la convergence des luttes de libération des peuples du monde. Le rassemblement des courants politiques progressistes traduirait une volonté majoritaire de notre peuple. Le rassemblement est l'enjeu d'une lutte contre les divisions que le capital attise. Le PCF doit apporter une cohérence entre les objectifs rassemblant une grande majorité des populations et les pouvoirs à conquérir, par chacun.e, mobilisant les moyens de réaliser ces objectifs. Face à la montée des périls dans le

monde comme en France, le PCF doit construire un projet donnant de la force à la résistance et à la marche vers une nouvelle civilisation de toute l'humanité.